

" Promouvoir la santé à l'école " est un e-Journal destiné aux professionnels de la promotion de la santé à l'école et, plus largement, ceux intéressés par les enjeux de santé en milieu scolaire



PROMOUVOIR
LA SANTÉ
À L'ÉCOLE

L'e-Journal PSE

N°69 Février 2019

Sommaire

DOSSIER Le tout n'est pas de dire que l'EVRAS est obligatoire à l'école. Encore faut-il s'interroger, entre autres, sur sa généralisation au sein des établissements, sur les personnes qui la dispensent et sur la manière dont ils la font. Une journée de réflexion sur ce thème a permis de confronter les expériences issues de plusieurs pays. Mais, aussi, de réfléchir aux stratégies à mettre en place pour que l'EVRAS continue à contribuer au bien-être des jeunes...

MOMES EN SANTÉ De nombreux professionnels PSE sont concernés par les allergies et s'impliquent dans la gestion du risque qu'entraînent ces affections chroniques. Voici des pistes concrètes pour répondre aux besoins d'aide des écoles.

PIPSA *Education à la sexualité : guide d'accompagnement des équipes éducatives en collège et lycée ; Filles et garçons : questions de respect ? ; Shalimar ; Ados Sexo : quelles infos ? ; des outils pour échanger autour des représentations individuelles et sociales liées à l'EVRAS et dépasser les stéréotypes.*



Dossier

A l'école, l'amour, c'est (toujours) difficile.

Parce que la sexualité est un aspect central de la personne, tout au long de sa vie. Parce que l'éducation sexuelle fait partie de la santé. Parce que les missions des services PSE englobent la prévention. Parce que si "on" ne le fait pas, qui d'autre s'y "collera" ? Il existe bien des raisons de soutenir les projets EVRAS dans les établissements scolaires. Même si le terrain reste (un peu) miné...



Où en est-on de l'éducation à la sexualité dans les écoles de Belgique francophone depuis que le Décret de 1997 a rendu l'EVRAS **obligatoire** pour tous les élèves du fondamental, dès la maternelle ? **Où en est-on** depuis que le Protocole d'accord entre les ministres des entités fédérées a confirmé vouloir généraliser l'éducation sexuelle à l'école et lui a accordé un financement structurel ? Où en est-on depuis la circulaire de 2013 destinée à poser le cadre de l'EVRAS ? On pouvait légitimement se poser ces questions (qui n'en forment qu'une), en arrière-fond de la journée consacrée à l'EVRAS par la FLCPF (Fédération Laïque de Centres de Planning Familial) et ses partenaires (1).

Ce salon s'était fixé pour but d'alimenter la réflexion et les pratiques de terrain en proposant de développer des exemples et des initiatives venus d'autres pays (mais aussi de Flandre) et en abordant la question des référentiels utiles. Les **récits d'expériences** de projets EVRAS ont voyagé entre celles qui semblent filer comme sur des roulettes ou presque (aux Pays-Bas, par exemple) et celles qui avancent parfois sous les menaces (comme en France, par exemple). Face aux différences d'approches et aux difficultés qui demeurent pour implanter l'éducation sexuelle, l'évidence était claire : oui, **intégrer l'EVRAS** aux projets et aux programmes des écoles reste un **défi permanent**. Chez nous comme ailleurs.



"Ces cinq dernières années, l'EVRAS s'est **davantage généralisée en Région de Bruxelles-Capitale**, remarque Sofia Seddouk, chargée de mission EVRAS-Parentalité (FLCPF). On le doit, notamment, au doublement du budget (600 000 euros en 2018) destiné aux animations proposées par les Centres de Planning Familial (2). Néanmoins, tous les élèves francophones n'ont toujours pas accès à l'éducation sexuelle. D'après une étude du SIPES, **plus ou moins 60% des établissements** ont fait entrer cet enseignement entre leurs murs, mais pas forcément

dans toutes les classes : celles de 6e primaire puis de 2e et de 4e secondaire semblent être les plus visées."

Alors, où le bât blesse-t-il pour que l'objectif soit réellement atteint ? D'une part, poursuit Sofia Seddouk, **les fonds structurels restent insuffisants**. D'autre part, un **flou légal** permet encore à chaque école de prendre les initiatives qu'elle souhaite. Cela signifie, entre autres, que l'éducation sexuelle n'y est pas forcément dispensée par des acteurs formés et sensibles aux recommandations actuelles en matière d'EVRAS, avec une approche globale (voir l'article ci-dessous). Ce flou autorise aussi à admettre, par exemple, que "l'on fait de l'EVRAS" simplement en posant une affiche contre les IST. Et le tout sans parler du fait que, depuis des années, **aucune évaluation** n'a été effectuée sur ce sujet délicat...

Une nouvelle stratégie

Comment faire reculer les difficultés et les blocages résultant de la multiplicité des acteurs (y compris politiques) concernés ? "Pour faire entrer l'éducation sexuelle à l'école, il faut se reposer sur de **vraies stratégies**, détaille Sofia Seddouk. Avec d'autres **partenaires, dont la Commission PSE**, nous travaillons à la mise en œuvre d'un **cadre de référence**." Entre autres, les acteurs concernés cherchent à déterminer quelles compétences il s'agit de développer chez les jeunes, mais aussi qui peut s'en charger, quand et comment. Les partenaires restent aussi en alerte face aux groupes d'obédiences religieuses qui font de l'EVRAS en transmettant aux élèves des messages erronés ou tronqués sur plusieurs sujets. Ils vont donc probablement envisager **un agrément** qui permettrait à des professionnels partageant une vision commune d'entrer dans les écoles pour assurer cet enseignement.

Le cadre de référence qui résultera de la réponse à l'ensemble des questions examinées reposera également sur **l'utilisation de référentiels reconnus scientifiquement** (comme ceux de l'OMS). Ce cadre prévoit aussi une meilleure collaboration entre les acteurs concernés : l'idée de ces futures "Stratégies Concertées EVRAS" est de ne pas déconstruire les initiatives menées au niveau local. En tout cas, d'ici à quelques années, ces stratégies devraient permettre de clarifier les choses et - c'est bien là le but - **d'améliorer la qualité de l'éducation sexuelle** dispensée au sein des écoles, grâce à un ensemble d'**acteurs sensibilisés et formés**. **La participation des parents** (voir l'encadré ci-dessous) et une **approche interactive avec les jeunes** entrent dans ces balises.

"Différentes stratégies sont encore à définir, précise Sofia Seddouk. Elles dépendront en partie d'une analyse des besoins des jeunes". En attendant, rien n'empêche de continuer à réfléchir aux moyens de faire déjà progresser l'éducation sexuelle dans tous les établissements...

(1) Le salon "Les bons plans de l'EVRAS", 25/10/18 à Bruxelles.

(2) Pour 2019, l'enveloppe consacrée à l'EVRAS a été portée à 250 000 euros par Isabelle Simonis, ministre de la Jeunesse et de l'Égalité des chances en Fédération Wallonie-Bruxelles. L'EVRAS sera élargie à tous les organismes fréquentés par les jeunes de 12 à 30 ans.

De la sexualité, mais pas seulement...

"Parler d'éducation sexuelle, c'est évidemment aborder un **sujet très vaste**, admet Sofia Seddouk, chargée de mission (FLCPF). La promotion de la santé sexuelle et reproductive implique par exemple de travailler **sur les relations inter-personnelles**, sur la **gestion des émotions**, sur **l'impact des médias et le contexte d'hypersexualisation de la société**, **l'accès au porno**, **l'influence des réseaux sociaux**, **les normes** qui pèsent sur les adolescents dans une société très hétéro-normée et genrée, où les filles sont incitées à être minces et les garçons, virils, etc. Il s'agit d'**armer les jeunes**, de leur permettre de savoir comment accéder aux services sociaux ou de santé, de leur faire acquérir des connaissances et développer des compétences afin qu'ils puissent faire des choix éclairés. Lier connaissances et compétences psycho-sociales, c'est viser, en fin de compte, **l'épanouissement du jeune**." Cet objectif ne devrait pas être sous-estimé : en effet, il permet de rejoindre certains des buts visés par les écoles dans une série de projets traitant d'autres problématiques qu'elles sont amenées à prendre en charge.

Demandez le programme !

Comme la société, l'éducation sexuelle évolue. Cahin-caha, peut-être, mais avec quelques piliers assez clairs.

Oublions le temps où l'éducation sexuelle était exclusivement du ressort de l'Eglise et des parents et principalement destinée à prévenir les grossesses des adolescentes. Laissons également de côté sa vision purement médicale (plus tardive), centrée sur les grossesses non désirées et/ou sur la prévention des maladies vénériennes. Dans nos sociétés, depuis les années 1970, parallèlement à la reconnaissance de l'enfant comme un être sexué, l'éducation sexuelle est sortie d'un cadre purement familial pour être partagée avec des professionnels de l'EVRAS. Mais comment, et donc avec qui et par quels programmes, parvenir à l'objectif **d'une éducation sexuelle neutre, qui ne soit teintée ni de religion ni de morale**, ainsi que l'a défini Caroline Watillon, chargée de mission FLCPF (1) ?

"L'Europe a désormais **balayé les programmes basés sur l'abstinence**, rappelle Sofia Seddouk, chargée de mission EVRAS-Parentalité (FLCPF). De fait, les études ont montré leur faible efficacité et leur carence d'informations complètes et précises. Ces programmes nient la sexualité des jeunes et ne répondent pas à leurs questions. Ils entraînent **des effets négatifs**, comme une hostilité des jeunes aux préservatifs ou une culpabilité accrue. De plus, ces enseignements renforcent les stéréotypes et les violences liées aux genres, avec des effets délétères sur la santé globale des jeunes (hausse des suicides, VIH...)."

"**L'approche intégrée**" ne semble pas davantage répondre aux besoins des jeunes. Conçue en réaction aux programmes d'abstinence, et tout en admettant cette dernière comme une option possible, elle est surtout axée sur la prévention des IST et des grossesses non désirées. Son principal effet négatif ? Elle véhicule la vision d'une **sexualité associée à un danger**.

L'heure est donc, désormais, à **une approche** qualifiée (au choix) de **compréhensive, globale, complète ou holistique**. "Elle repose sur un changement de paradigme, parce que la **sexualité y est vue comme positive**. Cette conception encourage la notion d'autodétermination et vise un épanouissement responsable. Concrètement, elle se base sur deux axes. D'un côté, il s'agit de **prévenir les effets délétères** liés à la sexualité. De l'autre, l'objectif est d'**améliorer la qualité de vie et le bien-être**", poursuit Sofia Seddouk. Dans cette approche, au sein du cadre scolaire, l'éducation sexuelle ne repose pas uniquement sur des enseignants formés. Elle implique leur interaction avec des acteurs extérieurs.



Quelques autres grandes lignes émergent des **recommandations actuelles**. Elles insistent sur le fait d'inclure l'éducation sexuelle **dès la petite enfance**. Elles encouragent aussi à fonder les programmes sur une **approche participative et interactive**, qui place le jeune au centre, entre autres en écoutant ses demandes. De surcroît, elles promeuvent un processus continu, adapté aux jeunes et **décliné de manière transversale** dans des cours ou des activités différentes. Bref, une vision destinée (aussi) à

dire adieu à la politique du "one shot", comme lorsqu'une équipe extérieure est appelée uniquement pour répondre à une problématique de grossesses constatées chez plusieurs adolescentes d'un établissement.

Tant pour l'OMS que pour l'UNESCO, l'éducation sexuelle doit être **obligatoire** et non facultative. Cette politique inclut de sensibiliser, de former (y compris via un e-learning, comme dans certains pays) et de **soutenir les professionnels** qui vont aborder ce sujet complexe qui, évolution de la société oblige, conduit à intégrer aussi des enjeux comme les identités de genre ou la place des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Comme le rappelle Drashko Kostovski (IPPF - European Network Sexuality Education Framework), "à travers une éducation holistique, les objectifs demeurent de donner le pouvoir aux jeunes pour qu'ils **connaissent leurs droits et les respectent, d'aider les jeunes à prendre des décisions** concernant leur vie sexuelle, de savoir comment **accéder aux différents services** utiles. Le principe fondateur, c'est de **s'engager dans des rapports égaux et heureux**, ce qui englobe d'impliquer les garçons dans la lutte pour l'égalité des genres." (1)

(1) Propos tenus lors du salon "Les bons plans de l'EVRAS", le 25/10/18

Un peu, beaucoup... ou pas du tout d'EVRAS

Un rapport récent a fait le point sur l'enseignement de l'éducation sexuelle dans les écoles européennes. Instructif...

"Publié en mai 2018, un rapport de recherche sur l'état d'avancement de l'éducation sexuelle dans les pays européens (et pour lequel la Flandre a servi de référence belge) montre que sur 25 pays, 4 n'ont pas prévu de programmes d'éducation sexuelle et 6 très peu, avec une implication minimale des ministères concernés, détaille Evert Ketting (BZgA, le Centre fédéral pour l'éducation à la santé, en Allemagne) (1). Pourtant, rappelle-t-il, **cette éducation obligatoire** (ou en partie obligatoire, car les écoles privées ne peuvent toujours y être contraintes) **est nécessaire**, importante : les jeunes ont le droit de recevoir des réponses à leurs questions. De plus, cet enseignement est **apprécié par les élèves** et il les rapproche de leur école."

Une des questions récurrentes concerne les **programmes** : sont-ils **complets** ? Selon le rapport, on peut considérer que c'est le cas en Flandre, en Autriche, en Estonie, en Finlande, en Allemagne, en Suisse et en Suède. Par ailleurs, un grand nombre de pays européens semblent avoir compris que la meilleure façon de mettre en œuvre l'éducation sexuelle consiste à **l'intégrer à des sujets plus vastes**, de manière transversale.

Dans les pays qui enseignent l'EVRAS de façon exhaustive, les jeunes disent avoir beaucoup appris via ces programmes (84% en Autriche), considérés alors comme **une source d'informations très importante**. Ce point est loin d'être anecdotique : à défaut, les jeunes n'ont souvent pour "informateurs" que les médias, la publicité, le porno (surtout pour les garçons) ou encore les savoirs (ou les méconnaissances) des pairs avec qui ils abordent ces thèmes.

Toujours dans ces pays qui proposent un enseignement complet, on constate que le **taux de natalité** est inférieur à 1% parmi les jeunes. En revanche, dans les Etats qui "résistent" à l'insertion de ces sujets, on relève des taux de natalité s'élevant jusqu'à 28 naissances pour 1000 chez les jeunes, soit 3 fois plus élevés.

Parmi les détracteurs de la généralisation de l'EVRAS à l'école, le même argument figure toujours en première place : **parler de sexualité mènerait à "passer à l'acte"** et conduirait à des relations sexuelles précoces. En réalité, l'âge moyen des premières relations sexuelles continue à tourner autour de 17 ans. De plus, souligne Drashko Kostovski, "les statistiques des pays où il n'existe pas d'éducation sexuelle dans le cadre scolaire montrent que les situations y sont toujours pires pour les jeunes. L'éducation sexuelle augmente les connaissances, les compétences, les aptitudes à prendre des décisions éclairées, diminue les agressions en ligne, améliore la perception des normes sociales et culturelles".

Une dernière précision : dans les pays qui abordent l'éducation sexuelle à l'école, **la contraception et les IST restent les sujets les plus souvent traités**. En bas de classement se trouvent la diversité sexuelle et l'avortement. Mais un autre sujet demeure le petit dernier des programmes : le plaisir.

(1) Les propos de Drashko Kostovski relatés dans cet article ont été tenus lors du salon "Les bons plans de l'EVRAS", le 25/10/18.

Les parents, un pied dehors, un pied dedans

L'OMS, l'UNICEF, l'UNESCO, les spécialistes et les experts sont formels à ce propos : les jeunes ont droit à une information (adaptée à leur âge) en matière de sexualité. Même si leurs **familles** y sont hostiles. "**Partenaires incontournables**, elles doivent être **inclues et sensibilisées** à ce que l'on fait. Souvent, cela passe aussi par une déconstruction de leurs représentations, souvent inexactes, concernant le contenu des séances d'éducation sexuelle", précise Sofia Seddouk (FLCPF). On se souvient ainsi des difficultés apparues en France récemment, avec les affirmations de parents selon lesquels "dès la maternelle, on allait apprendre à leurs enfants à se masturber".

"Sans sensibilisation des familles, poursuit Sofia Seddouk, par exemple en leur expliquant clairement le lancement d'un programme au sein de l'école de leurs enfants, il existe un risque de voir certains parents **retirer les enfants de l'école** le jour où une animation EVRAS y est proposée. Les jeunes peuvent aussi se sentir en porte-à-faux, en conflit entre les valeurs de leurs parents et celles de l'école. Plus nous serons transparents dans la relation avec les familles et par rapport à la construction de nos stratégies à venir, plus le nombre de familles hostiles à l'EVRAS diminuera."

De manière générale, assurent aussi les spécialistes, il s'agit de faire comprendre aux parents que toute l'information en matière de sexualité ne peut reposer sur eux, ne serait-ce qu'en raison des **tabous entre générations**. Certains sujets doivent pouvoir être abordés ailleurs qu'en famille et, dans l'intérêt des jeunes.

"L'accès à l'EVRAS contribue à éviter les violences, par exemple en permettant de réagir en cas d'abus sexuels, mais aussi les IST ou les grossesses non désirées, rappelle Sofia Seddouk. Pour y parvenir, l'école doit pouvoir assumer sa **mission d'éducation avec et en dehors des parents**."

Les bonnes ondes de l'EVRAS

Et si on en parlait... autrement ? Depuis cinq ans, **Sandrine Garaboeuf et Mathieu Houcke expérimentent une nouvelle approche : ils proposent aux jeunes de faire une émission radio autour de thèmes EVRAS. Et ça marche plutôt bien...**

Cette histoire commence par un **constat d'échec**, une fin de non-recevoir à destination de professionnels venus parler d'EVRAS dans une école technique, professionnelle et Cefa située à Saint-Gilles (Bruxelles), avec une population à la fois très masculine et très multiculturelle en conflit de loyauté sur ces sujets EVRAS. "Du coup, nous avons **remis en question le canevas assez classique** avec lequel nous avons abordé les séances", raconte Sandrine Garaboeuf, psychologue et intervenante EVRAS (Planning familial de Saint-Gilles). Pour trouver le moyen de toucher ces jeunes, Sandrine Garaboeuf et Mathieu Houcke, son alter ego, se sont inspirés d'une expérience menée par ce dernier dans son (autre) travail, en psychiatrie : pour certaines activités, il **utilise un micro**.

Le tandem a donc imaginé exploiter cette idée au sein de l'école "récalcitrante", en partant du principe que les élèves allaient devenir les acteurs, **les co-constructeurs des séances**, et créer un outil radiophonique autour de thèmes EVRAS.

Une fois formés (y compris sur un plan technique), les intervenants sont donc revenus dans les classes où les jeunes les avaient mal accueillis. Cette fois, par la grâce du micro, rapidement, l'activité a très bien fonctionné, allant jusqu'à **une diffusion** sur des radios locales... Deux ans plus tard, quand l'école a fermé ses portes, les animateurs ont alors cherché à réitérer l'expérience ailleurs.

C'est ainsi que, depuis trois ans, leur projet - qui demande un investissement certain - se décline à l'École du centre, à Uccle. "Dès le début, l'équipe pédagogique a montré son intérêt, sinon son enthousiasme, pour une telle activité", rapporte Sandrine Garaboeuf. Les animations sont destinées aux 5e et 6e primaire et, ce qui est peut-être plus étonnant encore, **aux petits de 2e et de 3e maternelle**.



"Le principe n'a pas changé : à partir des premières questions très ouvertes que nous posons au début, les élèves construisent leur émission, font **passer leurs messages**, et nous réalisons ensuite le montage. Les jeunes sont aussi très intéressés lorsqu'on leur fait **entendre ce que produisent** les autres classes. Nous organisons également des **séances d'écoute destinées conjointement aux parents de l'école et aux enseignants**, avec un débat à la clé. Ces moments sont généralement riches en émotions et en réflexions", constate-t-elle.

La première année, les élèves ont travaillé sur le thème : "C'est quoi un homme, c'est quoi une femme ?". La deuxième année, ils se sont investis autour du sujet "A la croisée du miroir". Cette fois-ci, ils s'interrogent sur "La famille, à quoi ça sert ?". "Lors

des séances, nous allons là où ils veulent aller, mais le travail reste centré sur l'EVRAS", précise Sandrine Garaboeuf. Soutenues par la Cocof (grâce aux Appels à projets EVRAS), ces animations donnent un espace pour s'exprimer, pour communiquer, et **laissent une trace (1)**. "Nous sommes toujours heureux de partager nos pratiques et espérons pouvoir transmettre à toute équipe qui souhaiterait **s'approprier cette expérience**", rappellent les animateurs. Qui veut entrer dans la magie des ondes ?

(1) A entendre, par exemple, sur Radio Campus, Radio Panik, site de SIDA'SOS. Ou via les liens suivants :

<https://soundcloud.com/user-624079956/quest-ce-quun-homme-quest-quune-femme>
et <https://soundcloud.com/user-624079956/a-la-croisee-du-miroir>.

Mômes en santé

Allergies : je prévois, donc j'assure

Quelles sont les affections chroniques les plus fréquentes chez l'enfant ? Les allergies. S'en occuper entre-t-il dans les missions des professionnels PSE ? Ce n'est pas clairement indiqué. Pourtant, le chapitre consacré à ce thème dans *Mômes en Santé* montre qu'il est difficile de rester "hors jeu". Le Dr Thérèse Sonck, conseillère pédiatre ONE, le confirme.

C'est une évidence : oui, chez les enfants, **l'incidence des allergies augmente** depuis plusieurs décennies. En Europe, 1 jeune sur 5 est concerné. A l'école, il faut donc jongler entre rhinites, conjonctivites, eczéma et asthme, composer avec les diverses évictions (alimentaires ou autres) et les traitements (parfois d'urgence) qu'imposent ces maladies chroniques. Comme le précise le chapitre consacré à ce thème dans *Mômes en Santé*, désormais, au sein des établissements scolaires, il faut avoir intégré qu'il est essentiel de **bien connaître l'enfant allergique** (via les fiches médicales et/ou le dialogue avec les parents), de **le protéger** grâce à un environnement adéquat et des adaptations, de **s'assurer du suivi de son traitement et de savoir réagir en cas de crise**. Tout un programme...

"Presque toutes les écoles sont confrontées aux allergies et, chez les petits, la gestion du risque est plus difficile", constate le Dr Thérèse Sonck, conseillère pédiatre ONE. Aucune circulaire ne prévoit explicitement que la PSE doive s'impliquer dans ces maladies et/ou que cela fasse partie de ses missions (quant au Pacte d'excellence, il n'est pas plus bavard sur ce thème). Pourtant, un grand nombre des PSE s'en préoccupent (lire l'article ci-dessous). Ce n'est pas un hasard : de nombreux établissements scolaires ont besoin d'aide pour répondre aux obligations (auxquelles ils ne peuvent se soustraire) et aux recommandations en matière d'allergie. Le soutien d'un service PSE peut donc s'avérer déterminant, y compris lorsqu'il permet de clarifier les responsabilités des instituteurs en matière d'administration des médicaments.



Le B-A BA de l'allergie

En pratique, poursuit le Dr Sonck, "pour aider à bien préparer l'accueil des enfants allergiques, certains professionnels **PSE se rendent dans les écoles** et y font de la sensibilisation, de l'information et de la formation. Ils parlent de l'allergie, présentent ses diverses formes, disent ce qui les provoque, décrivent leurs signes et symptômes, indiquent comment y réagir de manière efficace. Ils peuvent **proposer un entraînement** pour apprendre à gérer l'usage des inhalateurs et à injecter l'adrénaline, autant d'actions qui doivent absolument être maîtrisées. Ils rappellent aussi qu'en cas de choc anaphylactique, l'injection est le premier geste à avoir, avant même d'appeler le 112."

Concrètement, ces équipes soutiennent donc la mise en place du protocole de plan d'action d'urgence établi par le médecin. Des professionnels de la PSE ont également rédigé des fiches pratico-pratiques (par exemple, en ce qui concerne les réactions sévères dues aux allergies).

De plus, les PSE contribuent à **mettre en place la prévention** et les mesures qui aident à inclure l'enfant. "Elles vont de la lecture des étiquettes des aliments (ou même des savons - afin d'éviter la présence d'huile d'amande, par exemple) à la gestion des gâteaux d'anniversaire ou à la pratique d'activités manuelles 'sans risque' pour l'enfant allergique. Le tout en essayant de le pénaliser le moins possible par rapport aux autres élèves, détaille le Dr Thérèse Sonck. L'idée fondamentale, c'est de prévoir et d'**être vigilant**, tout en pensant aux **alternatives**."

Toutes ces démarches pro-actives des PSE, et les connaissances qui en découlent, contribuent à **faire baisser le stress** (sans doute en partie légitime) dans les écoles. "Au sein du personnel, rappelle la pédiatre, un grand nombre de personnes ne sont pas formées aux premiers soins ou aux soins d'urgence. Une **formation et une sensibilisation à l'allergie**, parfois avant même d'être confronté aux demandes de parents, permet de **travailler les freins**, les peurs, les craintes de ne pas 'être à la hauteur'. Le personnel sera alors plus ouvert aux demandes et se sentira mieux. Par ricochet, cela évitera aux parents de ressentir cette inquiétude qui, généralement, se répercute sur eux."

On le sait bien : le risque zéro n'existe pas et la prise en charge des enfants allergiques peut être lourde. Mais, assure-t-elle, "il y a vraiment moyen d'y arriver". Et probablement davantage encore avec l'aide des PSE.

Autour de l'allergie...

- "Dans 56% des cas, les chocs anaphylactiques surviennent pour des raisons alimentaires (avec des échanges lors des repas, surtout chez les petits), précise le Dr Thérèse Sonck (conseillère pédiatre ONE). Dans 34%, ils résultent de piqûres d'insectes et, dans 5 %, ils se produisent lors de vaccins ou d'une prise de médicaments."
- Inutile de tomber dans une manie du nettoyage et de chasse aux acariens : "Trop d'hygiène ne protège pas des allergies, bien au contraire, rappelle le Dr Sonck. Au niveau alimentaire, le respect de l'équilibre nutritionnel et une attention particulière aux enfants allergiques suffit généralement".
- Avant toute activité physique, l'échauffement des enfants asthmatiques est un point important tout comme, ensuite, la progressivité à l'effort.
- Les médicaments destinés à gérer les crises allergiques doivent impérativement être accessibles au personnel présent.
- Il faut expliquer aux enfants les raisons pour lesquelles on ne peut "échanger" les collations. Le dire, et le répéter.

J'en parle, tu en parles, nous en parlons...

Au service PSE de la Ville de Bruxelles, on a décidé de se préoccuper, activement, des allergies. Voici comment.

- Pourquoi, au sein de votre service, vous sentez-vous concernés par la problématique des

allergies ?

Dr Valérie Hanozet (service PSE de la Ville de Bruxelles) : Petit à petit, nous avons constaté qu'il y avait de plus en plus d'enfants pour lesquels s'imposaient des évictions alimentaires, qui avaient de l'eczéma, de l'asthme... Et nous avons réalisé que nous avons un **rôle à jouer** dans la (souvent difficile) **coordination à organiser** entre nos services, les écoles et les parents.

- Quel peut être le rôle d'un professionnel PSE ?

Il peut s'assurer que **les informations** détenues par l'école sur l'enfant et celles dont disposent les parents ont bien été **partagées**. Ou vérifier que tous les professionnels concernés sont au courant des évictions alimentaires concernant tel ou tel élève. Il nous arrive parfois de constater qu'une école ignorait qu'un enfant était allergique... Par ailleurs, tous les parents ne sont pas toujours conscients de l'importance de leur implication dans le projet d'accueil individualisé. Avoir une conversation à trois - **l'école, les parents et nous** - permet de faire progresser les choses.

- De quelles manières intervenez-vous au sein des écoles ?

Nous répondons au cas par cas. Par exemple, si nous recevons une demande concernant l'utilisation des injections d'adrénaline lors d'une crise, nous venons l'expliquer à toute l'école. Les enseignants sont conscients de leurs responsabilités : ils veulent être informés, avoir les détails qui leur permettent de comprendre et d'agir. Personnellement, je n'ai jamais été confrontée à un refus de l'un d'entre eux.

- Quels sont les principaux freins que vous identifiez ?

Du côté des parents, certains ont **peur de "compliquer les choses"** et ils ne donnent pas les informations. C'est parfois la même chose pour les écoles, qui ne nous transmettent pas toujours toutes les informations utiles. Or cela peut avoir des **conséquences importantes**. Je pense au cas de ce très jeune enfant qui souffrait d'une maladie orpheline entraînant une intolérance complète aux protéines. Jusqu'au jour où, au repas chaud, il a mangé du poisson. Nous étions en début d'année : à la cantine, la responsable n'a pas identifié cet enfant parmi les nouveaux élèves. Le PSE n'avait d'ailleurs pas encore été contacté par l'école pour le projet d'accueil individualisé. Cela signifie que la stratégie pour éviter tout incident n'était pas encore parfaitement aboutie.

Ce qu'il faut retenir de cette histoire, c'est que la **communication doit être maximale** car les **problèmes** peuvent surgir **à tous les différents temps scolaires**. Cela dit, de telles situations ne sont pas faciles à gérer. Faut-il mettre un bracelet à l'enfant ? A tous ceux qui souffrent d'allergie ? Combien de temps ? Est-ce que cela fonctionne sur le long terme ?

Par ailleurs, il serait utile que les médecins généralistes glissent dans l'oreille des parents qu'il est important de nous parler des problèmes d'allergie de leur enfant. De même, il importe de renforcer **l'utilisation des documents du projet d'accueil**, en incitant les parents à les compléter avec leur médecin, avant de nous les transmettre.

Enfin, il faut admettre que, pour un PSE, la gestion des allergies peut demander beaucoup d'investissement dans les écoles, d'autant que les situations se multiplient. Par exemple, il faut voir si l'enfant sait utiliser son puff, si le professeur de gymnastique est bien informé, etc.

- La gestion de la problématique des allergies entraîne-t-elle des points positifs ?

On constate que **des collations "alternatives"** sont mises en place, et souvent pour tous les enfants. Or pour la collation de 10 heures, que l'on souhaite alléger, proposer des fruits ou une soupe est bénéfique à tous.

Lors des visites d'établissements, nous sommes également très attentifs à tout ce qui peut être amélioré ou **modifié sur le plan environnemental** et nous motivons les acteurs concernés.

S'impliquer en matière d'allergie entraîne aussi de pratiquer un suivi très rapproché de l'évolution de l'enfant. Ainsi, certaines intolérances aux protéines du lait de vache peuvent s'estomper : il est alors utile de le faire savoir...

Enfin, je crois que cette problématique nous incite à **renforcer la communication**. Cet aspect est important : c'est une question de confiance entre nous et les autres acteurs, mais aussi de cohérence entre nos actions.



PIPSA

L'EVRAS

L'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) traverse toutes les époques, tous les publics, tous les âges et tous les genres ! Cet élan de vie qui anime les humains demande parfois à être nourri par des mots, des connaissances, des échanges pour **dépasser les stéréotypes et les limites des représentations individuelles et sociales. Les outils présentés ci-dessous peuvent soutenir cette dynamique.**

Par ailleurs, les Centres de planning familial (www.loveattitude.be) peuvent aussi proposer des animations dans les **écoles**.



Education à la sexualité : guide d'accompagnement des équipes éducatives en collège et lycée



Cet outil fournit tous les supports nécessaires pour aider les professionnels à organiser des séances d'éducation à la sexualité, à structurer et animer leurs interventions.

Fiches thématiques (repères et réflexions), fichiers d'activités, fichier d'animation : tout est téléchargeable !
Bonus : des liens vers des vidéos pour approfondir ou illustrer les sujets abordés.

Pour les jeunes entre 12 et 17 ans.

Filles et garçons : questions de respect ?

Un support de cartes-questions, très simples d'utilisation, consacrées aux relations filles/garçons, à partir de 12 ans.

Les questions ouvrent le dialogue sur les relations filles-garçons : "Un médecin homme ou femme, est-ce la même chose pour toi ? Pour tout le monde ? Explique" ; "Accepter son corps n'est pas forcément facile. Qu'en penses-tu ?" ; "Des insultes que l'on adresse à l'autre sexe. Donne des exemples" ; "Un truc que l'on peut faire qu'entre garçons, qu'entre filles ? Explique" ; ...)



Shalimar



Jeu de table ayant pour but de favoriser le dialogue entre jeunes autour des influences familiales, religieuses et culturelles liées à la vie relationnelle, affective et sexuelle.

Pour les jeunes de 14 à 16 ans, face aux questions des premières relations amoureuses, particulièrement intéressant en milieu multiculturel.

Cet outil a obtenu un [coup de cœur](#) lors de son évaluation par PIPSA.

Ados Sexo : quelles infos ?

Outil permettant aux jeunes (de 12 à 18 ans) de se positionner par rapport à des affirmations : "d'accord", "pas d'accord" et "je ne sais pas".

11 thématiques abordées : relation amoureuse, agressions sexuelles, orientation sexuelle, identité sexuelle, puberté, relations sexuelles, IST, grossesse.

Cet outil a obtenu un [coup de cœur](#) lors de son évaluation par PIPSa



Vous avez utilisé un outil ? Qu'en pensez-vous ?



Qu'en avez-vous pensé ? Etait-il adapté à votre groupe ? Quels aménagements avez-vous dû réaliser ?
Votre avis peut intéresser des collègues !

Rendez-vous sur www.pipsa.be, entrez le nom de l'outil que vous avez utilisé, onglet « avis des utilisateurs » et laissez un commentaire.

Les futurs utilisateurs de cet outil vous remercient !

Vous souhaitez aborder des thématiques particulières ? Vous travaillez avec des publics spécifiques ? Vous souhaiteriez être orienté.e.s dans le choix d'outils intéressants ? N'hésitez pas à nous le faire savoir via le [formulaire de contact](#) ou par mail info@pipsa.be.



Avec le soutien de



« **Promouvoir la santé à l'école** » est réalisé
par le Service de promotion de la santé /
Question Santé asbl
Rue du Viaduc 72 - 1050 Bruxelles - Belgique



T +32 (0)2 512 41 74
F +32 (0)2 512 54 36



www.questionsante.org
info@questionsante.org

L'asbl Question Santé est un acteur reconnu dans le domaine de la santé, en matière d'information, d'éducation, d'animation, de gestion de projet et de communication. Elle met en débat les enjeux individuels et collectifs de la santé et les traduit en projets et outils, accessibles à des publics variés. Intégrée dans de multiples réseaux d'acteurs institutionnels et de terrain, Question Santé s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire, à l'écoute des besoins du terrain et des évolutions sociétales.

Responsable Newsletter : Marinn Trefois

Conseil de rédaction : Fabienne Henry, Sophie Lefèvre, Aurélie Quintelier, Bernadette Taeymans

Les articles non signés sont de la rédaction. Les articles signés n'engagent que leur auteur.

Editeur responsable : Benoît Parmentier - chaussée de Charleroi 95 B - 1060 Bruxelles

Copyright © 2019 Question Santé asbl - All rights reserved.

Pour vous désinscrire, cliquez [ICI](#)